

Il y a huit mois, à Nassau, le Canada et quarante-huit autres membres du Commonwealth ont établi le Groupe des sept éminentes personnalités dit Groupe des Sages, pour trouver des moyens de "démanteler l'apartheid et ériger la structure de la démocratie en Afrique du Sud". Cela était fait sur la foi que le Commonwealth multiracial, dont l'Afrique du Sud fut jadis un membre, avait une meilleure chance que n'importe quel autre institution d'encourager le changement sans violence. Il y a vingt-trois jours, alors que le Groupe des Sages était encore au Cap, le gouvernement sud-africain a lancé des attaques aériennes contre la Zambie, le Zimbabwe et le Botswana. Ce matin, à Londres, le Groupe a publié son rapport - un rapport unanime.

Il conclut que, pour le moment, il n'y a pas chez le gouvernement sud-africain de véritable intention de démanteler l'apartheid.

Il fait valoir que la liberté politique, loin d'être établie, est plus sévèrement diminuée, et que le cycle de violence et de contre-violence continue de s'accroître.

Il constate que les progrès concrets attendus aux termes de l'Accord de Nassau ne se sont pas matérialisés.

Le Premier ministre du Canada et six autres Chefs de gouvernement du Commonwealth se réuniront à Londres, du 3 au 5 août, pour considérer quelles nouvelles mesures communes peut prendre le Commonwealth pour augmenter la pression contre l'apartheid. En tout cas, une chose est déjà claire.

Par ses actions, ses paroles, ses attaques contre ses voisins, le gouvernement sud-africain a une fois de plus fermé la porte au dialogue. On peut être tenté de conclure que les autorités sud-africaines ne répondront jamais à nos demandes, qu'elles ne changeront jamais par choix. Ce n'est pas l'opinion du Groupe des Sages - pas encore. Mais ils sont d'avis qu'une pression constante est essentielle à toute perspective de changement pacifique. Je cite leur rapport:

"Nous soulignons le fait que le gouvernement sud-africain a lui-même utilisé des mesures économiques contre ses voisins et que de telles mesures sont des instruments évidents de sa propre politique nationale. Nous sommes convaincus que le gouvernement sud-africain est préoccupé par l'adoption de mesures économiques efficaces